

Déclaration des chefs des administrations fiscales africaines à l'occasion du dîner de travail célébrant le 5^{ème} anniversaire de la Déclaration de Yaoundé**14 juin 2022, Nairobi, Kenya**

1. Le 14 juin 2022, plus de 40 délégués, dont des représentants de 13 pays africains¹ et 8 donateurs et partenaires de l'Initiative Afrique,² se sont réunis pour le dîner de travail de haut niveau afin de célébrer le 5^{ème} anniversaire de la Déclaration de Yaoundé à l'occasion de la 11^{ème} réunion de l'Initiative Afrique qui s'est tenue à Nairobi, au Kenya. Le ministre des TIC, de l'innovation et de la jeunesse, M. Joe Mucheru EGH, a ouvert le dîner de haut niveau, a souligné l'engagement du gouvernement kenyan en faveur de la transparence fiscale et a insisté sur le rôle essentiel de la Déclaration de Yaoundé dans la formulation et la mise en œuvre de stratégies visant à renforcer la lutte contre les flux financiers illicites (FFI) en Afrique.
2. La Déclaration de Yaoundé est un appel à lutter contre l'évasion fiscale et les autres FFI par la transparence et l'échange de renseignements (ER) en Afrique. Signée pour la première fois en 2017, la Déclaration encourage les pays africains à collaborer avec des partenaires régionaux pour la mise en œuvre des normes de transparence fiscale et des outils d'ER. La Déclaration est désormais soutenue par 33 ministres africains des finances et la Commission de l'Union africaine.
3. Le président de l'Initiative Afrique a ouvert le dîner de travail en soulignant les principaux progrès réalisés depuis l'adoption de la Déclaration de Yaoundé, y compris le nombre croissant de pays africains participant aux travaux sur la transparence fiscale, l'expansion des réseaux de relations d'ER des pays africains et l'utilisation croissante de l'ER pour soutenir les contrôles et les enquêtes fiscales.
4. Les participants de haut niveau ont discuté de la manière de relever les défis restants de l'agenda de la transparence fiscale en Afrique, afin de traduire l'ER en recettes supplémentaires pour le développement de l'Afrique.
5. Les participants de haut niveau se sont engagés à faire progresser l'ER et à lutter contre l'évasion fiscale et les autres formes de FFI dans leurs pays respectifs et au niveau des communautés économiques régionales, dans le contexte de l'augmentation de l'activité économique transfrontalière due à la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) qui apporte de nouvelles opportunités mais aussi de nouveaux risques pour la mobilisation des recettes publiques. Ils ont reconnu l'importance de mettre en place des régimes de transparence fiscale efficaces, notamment en assurant la transparence des bénéficiaires effectifs, et se sont engagés à faire en sorte que l'ER sur demande soit utilisé comme un outil efficace pour soutenir les contrôles et les enquêtes fiscales, en en faisant une priorité de leur stratégie de mobilisation des recettes. Ils se sont également engagés à profiter du nouveau programme de formation des formateurs en matière d'ER développé par le Forum mondial pour accroître la sensibilisation à l'ER en coopération avec les académies fiscales.
6. Reconnaissant l'avantage de participer aux travaux de l'Initiative Afrique, les participants de haut niveau ont appelé les pays africains qui non membres à se joindre aux efforts internationaux en matière de transparence fiscale et d'ER en devenant membres du Forum mondial et de l'Initiative Afrique.

¹ Botswana, Burundi, Kenya, Mali, Maurice, Nigéria, Ouganda, Rwanda, Soudan du Sud, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe.

² Allemagne, Cercle de Réflexion et d'Échange des Dirigeants des Administrations Fiscales, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Forum africain d'administration fiscale, Forum ouest-africain d'administration fiscale, France, Organisation de coopération et de développement économiques, Société financière internationale.

7. Les participants de haut niveau ont appelé les pays africains à s'engager davantage en faveur de la norme d'échange automatique de renseignements sur les comptes financiers (EAR) afin que le continent dispose des outils nécessaires pour lutter contre l'évasion fiscale. Ils ont également salué le soutien renouvelé des partenaires et donateurs, y compris la Société financière internationale, qui s'est engagée, en tant que nouveau partenaire de l'Initiative Afrique, à soutenir l'agenda de transparence fiscale en Afrique par le renforcement des capacités.

8. Les participants de haut niveau ont reconnu l'importance de l'assistance transfrontalière au recouvrement des impôts en tant que complément de l'ER. Ils se sont engagés à supprimer les obstacles à une assistance transfrontalière efficace au recouvrement des impôts, notamment en levant ou en évitant toute réserve relative à l'assistance transfrontalière au recouvrement des impôts dans la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et d'autres accords administratifs mutuels. Ils ont également appelé les pays à renforcer leurs capacités nationales pour bénéficier de l'assistance transfrontalière au recouvrement des impôts, avec le soutien du Forum mondial, conformément aux recommandations du groupe de travail de l'Initiative Afrique sur l'assistance transfrontalière au recouvrement des créances fiscales.

9. Les participants de haut niveau ont félicité M. Githii Mburu pour son leadership à la tête de l'Initiative Afrique, ont remercié la Kenya Revenue Authority et le National Treasury du Kenya d'avoir accueilli la 11^{ème} réunion de l'Initiative Afrique et le 5^{ème} anniversaire de la Déclaration de Yaoundé. Enfin, ils ont demandé à l'Initiative Afrique de rendre compte de ses délibérations dans un avenir proche.

Liste des pays africains, donateurs et partenaires participants ayant participé au dîner de travail de haut niveau

- Botswana
- Burundi
- Cercle de Réflexion et d'Échange des Dirigeants des Administrations Fiscales
- Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique
- Forum sur l'administration fiscale africaine
- Forum des administrations fiscales ouest-africaines
- France
- Kenya
- Mali
- Maurice
- Nigéria
- Organisation de coopération et de développement économiques
- Ouganda
- Rwanda
- Société financière internationale
- Soudan du Sud
- Tanzanie
- Togo
- Zambie
- Zimbabwe